

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/1994/L.95
4 mars 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquantième session
Point 12 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, OU QUE CE SOIT DANS LE MONDE, EN PARTICULIER
DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Allemagne, Argentine*, Australie, Autriche, Belgique*, Bulgarie, Canada,
Chili, Costa Rica, Danemark*, El Salvador*, Espagne*, Fédération de Russie,
Finlande, France, Grèce*, Hongrie, Irlande*, Islande*, Italie, Kenya,
Liechtenstein*, Luxembourg*, Madagascar*, Nicaragua*, Norvège*,
Nouvelle-Zélande*, Pays-Bas, Pérou, Philippines*, Pologne, Portugal*,
République tchèque*, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord, Rwanda*, Sénégal*, Slovaquie*, Slovénie*,
Suède*, Suisse* et Swaziland* : projet de résolution

*/ Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur
des commissions techniques du Conseil économique et social.

Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui garantit le droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de la personne,

Considérant les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, où il est dit que le droit à la vie est inhérent à la personne humaine, que ce droit doit être protégé par la loi et que nul ne peut être arbitrairement privé de la vie,

Ayant présentes à l'esprit les résolutions de l'Assemblée générale sur la question des exécutions sommaires et arbitraires, dont la dernière en date est la résolution 47/136 du 18 décembre 1992,

Rappelant les autres normes qui constituent les bases juridiques du mandat du Rapporteur spécial chargé d'étudier les questions relatives aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, y compris les résolutions énumérées par la Commission dans sa résolution 1992/72 du 5 mars 1992 et par l'Assemblée générale dans sa résolution 47/136,

Tenant compte du fait que la Conférence mondiale sur les droits de l'homme s'est déclarée consternée que des violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme, y compris des exécutions sommaires et arbitraires, continuent à se produire, et qu'elle les a condamnées,

Accueillant avec satisfaction le Manuel sur la prévention des exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires et les moyens d'enquête sur ces exécutions (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.91.IV.1),

Profondément alarmée par la persistance de nombreuses exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires,

Condamnant spécialement les violations du droit à la vie des mineurs et, en particulier, des enfants et des adolescents sans foyer,

Se félicitant de l'attention accordée par le Rapporteur spécial dans son rapport (E/CN.4/1994/7 et Add.1 et 2 et Corr.1) aux divers aspects des violations du droit à la vie et aux situations correspondantes,

Se félicitant des méthodes de travail adoptées par le Rapporteur spécial, y compris le suivi des communications et les visites dans les pays,

Se félicitant aussi de l'attention accordée par le Rapporteur spécial, dans son rapport, aux violations du droit à la vie en rapport avec les violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression et du droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques,

Convaincue de la nécessité de prendre des mesures efficaces pour combattre et éliminer l'odieuse pratique des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, qui constitue une violation du droit fondamental à la vie,

1. Condamne énergiquement, une fois de plus, les nombreuses exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui continuent d'avoir lieu dans diverses régions du monde;

2. Lance un appel urgent aux gouvernements, aux organes de l'Organisation des Nations Unies, aux institutions spécialisées et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour qu'ils prennent des mesures efficaces afin de combattre et d'éliminer le phénomène des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires;

3. Prend acte avec satisfaction du rapport du Rapporteur spécial (E/CN.4/1994/7) et se félicite de ses recommandations tendant à mettre fin aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires;

4. Prend acte également des recommandations intéressantes faites par le Rapporteur spécial après ses visites dans certains pays, telles qu'elles figurent dans son rapport E/CN.4/1994/7/Add.1 et 2;

5. Prie le Rapporteur spécial, dans l'exercice de son mandat, de continuer à examiner les situations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et à soumettre tous les ans à la Commission des droits de l'homme les résultats de ses travaux, ainsi que ses conclusions et recommandations;

6. Prie également le Rapporteur spécial, dans l'exercice de son mandat, de répondre efficacement aux informations qui lui parviennent, en particulier lorsqu'une exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire est imminente ou risque d'avoir lieu ou lorsqu'une telle exécution a eu lieu;

7. Félicite le Rapporteur spécial pour ses méthodes de suivi des communications avec les gouvernements et les sources d'information, et l'encourage à renforcer son dialogue avec les gouvernements et à assurer le suivi des recommandations formulées dans ses rapports sur des visites dans certains pays;

8. Prie le Rapporteur spécial, dans son prochain rapport, de continuer à accorder une attention particulière aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires d'enfants et de femmes et aux allégations concernant les violations du droit à la vie dans le cadre de la violence exercée à

l'encontre des participants à des manifestations et autres démonstrations publiques pacifiques, ainsi que des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques;

9. Invite instamment le Rapporteur spécial à attirer l'attention du Haut Commissaire aux droits de l'homme sur les situations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui le préoccupent particulièrement ou lorsqu'une action rapide pourrait empêcher une détérioration plus grave;

10. Prie le Rapporteur spécial de continuer à surveiller l'application des normes internationales en vigueur sur les garanties et restrictions concernant l'imposition de la peine capitale, compte tenu des observations formulées par le Comité des droits de l'homme dans son interprétation de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que du deuxième Protocole facultatif s'y rapportant;

11. Se félicite de la coopération établie entre le Rapporteur spécial et d'autres mécanismes et procédures des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, ainsi qu'avec les experts médicaux et légistes, et encourage le Rapporteur spécial à poursuivre ses efforts dans ce domaine;

12. Prie instamment les gouvernements de prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour empêcher les pertes inutiles en vies humaines lors de situations de manifestations publiques, de violences internes et communautaires, de troubles, de tension et d'urgence, et d'accorder une protection particulière aux personnes qui se trouvent dans des situations particulièrement vulnérables en ces occasions;

13. Exhorte tous les gouvernements à veiller à ce que toutes les personnes privées de leur liberté soient traitées avec humanité et dans le respect de la dignité inhérente à la personne humaine et que les conditions dans les lieux de détention soient conformes à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus et aux autres instruments internationaux pertinents;

14. Réitère l'obligation qu'ont tous les gouvernements, conformément aux normes et principes énoncés dans les instruments internationaux pertinents, d'enquêter de façon exhaustive et impartiale sur tous les cas supposés d'exécutions extrajudiciaires, arbitraires ou sommaires, en vue d'identifier, de déférer devant la justice et de punir les coupables, de

permettre aux victimes ou à leur famille de demander et d'obtenir une réparation, selon qu'il est approprié, et de prendre des mesures efficaces pour éviter que de telles violations se reproduisent à l'avenir;

15. Prie instamment tous les gouvernements de répondre aux communications que leur transmet le Rapporteur spécial et leur demande, ainsi qu'à tous les autres intéressés, d'apporter leur concours et leur assistance au Rapporteur spécial pour qu'il puisse s'acquitter efficacement de son mandat;

16. Exprime ses remerciements aux gouvernements qui ont invité le Rapporteur spécial à se rendre dans leur pays, leur demande d'examiner attentivement ses recommandations et les engage à informer le Rapporteur spécial des mesures qu'ils ont prises pour y donner suite;

17. Encourage les gouvernements, les organes de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, selon qu'il convient, à lancer, coordonner ou appuyer des programmes de formation et d'éducation pour les forces armées, les responsables de l'application des lois, les fonctionnaires des gouvernements et les membres des missions de maintien de la paix ou d'observation des Nations Unies en ce qui concerne les aspects des droits de l'homme et du droit humanitaire en rapport avec leur activité, et exhorte la communauté internationale à appuyer les efforts en ce sens;

18. Prie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance nécessaire au Rapporteur spécial et, compte tenu de la charge de travail croissante de celui-ci, à accroître substantiellement, dans le cadre des moyens disponibles, les ressources humaines et matérielles mises à sa disposition;

19. Prie encore le Secrétaire général et le Rapporteur spécial de continuer à rechercher les moyens de mieux faire comprendre au grand public le phénomène persistant des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, ainsi que les travaux du Rapporteur spécial et ses recommandations;

20. Prie le Secrétaire général de continuer à faire tout ce qui est en son pouvoir dans les cas où le minimum de garanties légales prévu aux articles 6, 9, 14 et 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques semble ne pas être respecté;

21. Décide d'examiner la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, en lui accordant une priorité élevée, lors de sa cinquante et unième session, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, où que ce soit dans le monde, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants".
